

Ces messieurs dans l'opposition sont toujours pour l'économie, mais lorsqu'ils étaient au pouvoir, il y a à peine quelques mois, ils étaient alors pour une politique progressive dont la conséquence pour une seule année a été un excès de dépenses sur le revenu de 2,361,291.49. Un tel résultat est de nature à nous inspirer une bien faible confiance sur la sincérité de leur changement d'attitude d'aujourd'hui. Aussi ceux qui ont quelques notions sur les affaires de finances, ne seront que peu impressionnés par les principes d'économie que ces messieurs affilchent si prétentieusement depuis qu'ils sont dans les froides régions de l'opposition, surtout après s'être montrés si généreux avec les deniers publics lorsqu'ils en avaient la gestion.

Au lieu d'avoir recours à un emprunt, l'année dernière, de \$1,360,000.00, pourquoi n'ont ils pas payé leurs obligations avec le revenu ordinaire, ainsi qu'ils le conseillent maintenant au gouvernement ; elles étaient pourtant des obligations de même nature que celles qu'ils nous ont léguées.

J'avoue que je suis vraiment étonné d'entendre le chef de l'opposition et l'ex-trésorier dire qu'un nouvel emprunt n'est pas nécessaire, vu que d'un côté ils prétendent que nous ne réussissons pas à équilibrer les dépenses ordinaires avec les recettes tandis que d'un autre côté, ils déclarent que nos revenus suffisent pour payer la dette flottante.

Comment concilier ces deux opinions opposées ?

C'est réellement se moquer de la Chambre que de se servir d'arguments aussi contradictoires.

Ces messieurs savent pourtant que dans la dette flottante il n'est tenu aucun compte des obligations de 1 million qu'en vertu d'arrêtés en Conseil ils s'engageaient de faire voter par la législature à la session suivante.

S'il arrivait que le gouvernement fut légalement lié par ces engagements, au lieu d'un emprunt de 1½ million, c'est \$2,500,000.00 qu'il faudrait pour rencontrer la dette flottante et leurs engagements.

C'est en face de cet état de chose qu'ils osent déclarer en Chambre qu'un emprunt n'est pas nécessaire.

Ces Messieurs qui sont à la fois optimistes et pessimistes dans leurs critiques, oublient donc que l'excès de la dépense sur le revenu était pour le dernier exercice d'au-delà de \$800,000.00 et qu'il faut faire disparaître cet excès avant d'être en état de payer une dette flottante avec le revenu. Ils savent aussi que l'honorable premier ministre ne réussira à accomplir cette tâche qu'à la condition qu'il puisse replacer nos finances sur des bases solides et que cette œuvre ne peut s'accomplir que graduellement. Il lui serait moralement impossible d'établir tel équilibre sans une consolidation de la dette flottante, autrement tous ses efforts resteraient infructueux.

Si le gouvernement s'engageait dans la politique que proposent le chef de l'opposition et l'ex-trésorier ; de payer la dette flottante avec le revenu ordinaire, quelle en serait la conséquence : dans ce cas il se trouverait obligé de réduire la plus grande partie des octrois votés pour l'agriculture et la colonisation, de diminuer matériellement les allocations destinées pour les fins de l'éducation, d'économiser sur les différentes branches contrôlables du service public, au point que leur efficacité en